

Les pays industrialisés s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre

Les Echos 12/12/97, par Nicolas Barré

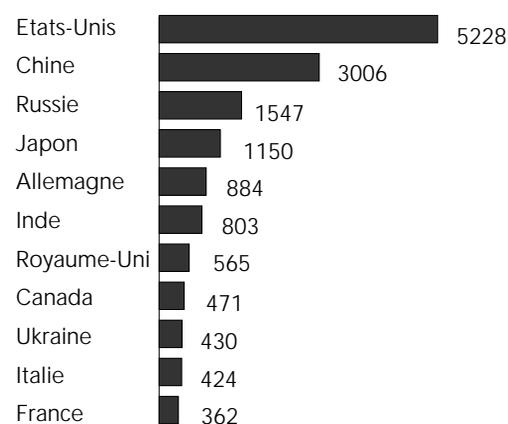
Le compromis trouvé à l'issue de la conférence de Kyoto prévoit que 38 pays industrialisés réduisent l'émission de leurs gaz à effet de serre de 5,2 % entre 2008 et 2012 par rapport à 1990. Mais il ne prévoit aucun engagement des pays en voie de développement.

Après une nuit de négociations ininterrompues, les 38 pays les plus industrialisés de la planète sont parvenus hier à un accord sur une réduction de 5,2 % de leurs émissions de gaz à effet de serre entre 2008 et 2012 par rapport à 1990. Le bras de fer engagé depuis dix jours à Kyoto entre l'Europe et les Etats-Unis a débouché sur un compromis dont se sont félicités aussi bien les Européens que le président américain Bill Clinton. Pour la première fois en effet, le monde a décidé de prendre des mesures contraignantes pour corriger l'influence des activités productives sur le climat.

L'accord prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 8 % pour les 15 pays de l'Union européenne, 7 % pour les Etats-Unis et 6 % pour le Japon. Arrivés à Kyoto avec de grandes ambitions - une réduction des émissions de 15 % pour les 3 principaux gaz à effet de serre, les négociateurs européens sont parvenus à entraîner les deux plus grandes puissances économiques de la planète, les Etats-Unis et le

Les pays polueurs

En millions de tonnes, en 1995



Japon, dans le camp de la vertu écologique. Cela n'allait pas de soi: au nom de la croissance économique, Washington plaidait pour une stabilisation des émissions au niveau de 1990. Le Japon, pays hôte de la conférence, proposait à peine mieux: une réduction de 2,5 %.

Flexibilité

« Le résultat obtenu est proche de notre proposition de départ, s'est félicité Ritt Bjerregaard, l'inflexible commissaire européen à l'environnement. Ce n'est pas encore assez, mais nous avons poussé les Etats-Unis et le Japon aussi loin que nous avons pu. » Les Etats-Unis, de leur côté, se sont félicités d'avoir obtenu « les éléments de flexibilité » qu'ils réclamaient. **Le plus important est la création d'un marché des « droits à polluer » entre pays riches.** A la demande des Européens, le protocole de Kyoto précise que ce marché devra être régi par des règles qui seront définies lors

de la prochaine conférence des Nations unies l'année prochaine. Mais le principe est acquis et c'est ce qui compte aux yeux de Washington. En pratique, le marché ne pourrait pas démarrer de toute façon avant deux ou trois ans, estiment les experts.

Le second est la « mise en oeuvre conjointe » des réductions d'émissions. Autrement dit la possibilité pour un pays d'atteindre son objectif de réduction de gaz à effet de serre non pas à domicile, mais dans un pays voisin. Dans de nombreux cas, il est plus intéressant économiquement de financer des efforts

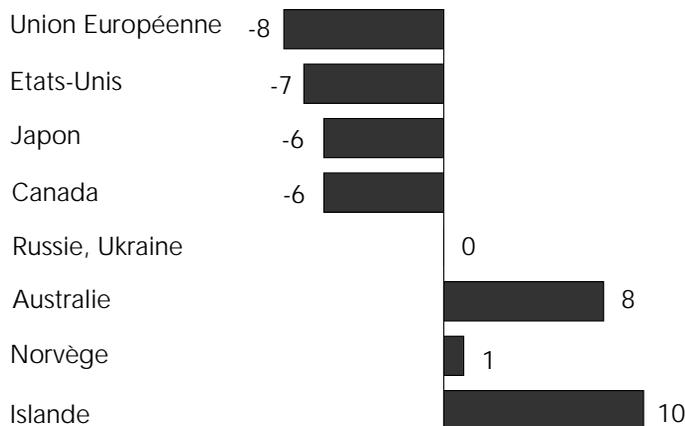
chez un pays moins avancé que chez soi. Mais en réservant ce mécanisme aux pays développés, le protocole de Kyoto en limite beaucoup la portée. **Le troisième est la création d'un mécanisme de développement écologique (« clean development mechanism ») permettant aux pays industrialisés d'acquérir des droits à polluer en apportant de l'argent à un fonds chargé ensuite de financer des projets dans les pays en développement.**

Le compromis de Kyoto est décevant pour les Etats-Unis sur un point majeur qui pourrait faire capoter sa ratification par le Sénat : il ne prévoit aucun engagement de la part des pays en voie de développement. « Nous aurions souhaité un engagement de leur part », a regretté Bill Clinton. A l'annonce de l'accord, plusieurs sénateurs républicains ont prédit qu'il ne serait jamais ratifié. Pour prendre effet, l'accord de Kyoto doit être ratifié d'ici un an par 55 pays représentant 55 % des émissions

mondiales de gaz à effet de serre. A eux seuls, les Etats-Unis en totalisent le quart. Les milieux économiques vont maintenant devoir évaluer la portée des engagements pris par le monde industrialisé à Kyoto. « cet accord est une défaite sévère pour le Miti qui défendait la position des industriels hostiles aux réductions d'émissions de gaz à effet de serre ». commentait hier le quotidien japonais « Asahi ». Le patronat japonais proteste déjà en affirmant que les efforts à faire pour atteindre l'objectif sont trop lourds car le Japon fait partie des pays développés qui polluent le moins par habitant. D'autres s'empressent de tirer des conclusions favorables à leur secteur d'activité : « le Japon ne pourra éviter un débat sur la nécessité de construire davantage de centrales nucléaires », faisait remarquer hier Tokio Kano, responsable du dossier environnement au Keidanren, l'organisation patronale nippone, mais surtout vice- président de la compagnie d'électricité de la région de Tokyo.



Les réductions de gaz à effet de serre* (en %)



* objectif 2008-2012, par rapport aux niveaux de 1990